

L'opposition entame sa longue marche en vue de l'élection présidentielle

RD CONGO Les principaux ténors montent tour à tour au front

- Moïse Katumbi a lancé son propre mouvement.
- Felix Tshisekedi a pris la succession de son père à la tête de l'UDPS.
- Les principaux adversaires du pouvoir en place affichent leurs ambitions.
- Le président Kabila, en revanche, n'est toujours pas sorti de son silence.
- État des lieux.

L'opposition congolaise se met en ordre de marche, acceptant ainsi l'hypothèse d'élections prévues pour le 23 décembre prochain. Ce qui fait reculer l'option d'une « transition sans Kabila » qui passerait par la défenestration, à hauts risques, d'un président hors mandat qui contrôle toujours les forces armées et l'appareil de sécurité.

Quinze jours après que Moïse Katumbi, le principal opposant à Kabila, a lancé depuis Johannesburg le mouvement « Ensemble » dont il est le président, Félix Tshisekedi, fils du fondateur de l'UDPS - Union pour la Démocratie et le Progrès social -, a été élu haut la main à la tête du parti, prenant la succession de son père décédé à Bruxelles le 1^{er} février 2017 et dont la dépouille mortelle n'a toujours pas été rapatriée.

C'est à l'issue d'un congrès extraordinaire de l'UDPS, un parti

d'opposition créé au début des années 80 pour lutter contre Mobutu, que Félix Antoine Tshilombo, 54 ans, a été plébiscité président du parti par 793 délégués sur un total de 803 présents, qui ont voté pour lui à main levée. Celui que l'on appelle communément « Fatshi » et qui a passé l'essentiel de sa vie en Belgique est marié, père de cinq enfants et se prévaut d'un diplôme en marketing et télécommunications, une formation que de nombreux militants du parti jugent toutefois insuffisante pour briguer la magistrature suprême. En effet, M. Tshisekedi a bien l'intention de poser sa candidature au poste de

président, où il rencontrera un rival plus connu et plus populaire que lui, Moïse Katumbi, autre figure marquante du rassemblement de l'opposition qui avait vu le jour à Genval durant l'été 2017. Une réunion que le pouvoir de Kabila n'avait jamais pardonné aux Belges, les accusant d'avoir téléguidé l'opposition...

M. Katumbi, allié obligé de Félix Tshisekedi avant de devenir son rival lorsque s'ouvrira la campagne, a félicité ce dernier pour « sa brillante élection » et la réussite du congrès de son parti.

Les deux hommes, qui se préparent à affronter un Kabila qui n'a pas encore annoncé le nom de son dauphin et qui laisse toujours planer le doute à propos de ses intentions (les dépôts de candidatures sont prévus pour

juin prochain) rencontrent déjà de sérieux problèmes.

Pour Félix Tshisekedi, la fronde au sein de son parti représente la principale difficulté : une aile dirigée par l'actuel Premier ministre Bruno Tshibala et représentée par Tharcisse Loseke espère toujours l'annulation des résultats du congrès et la remise en cause des résultats du vote. Une autre aile de l'UDPS représentée par Valentin Mubake ne reconnaît pas non plus les résultats du congrès.

Ces différends portent sur la procédure de vote (à main levée...) mais aussi sur la personnalité de Félix Tshisekedi. Ce dernier en effet ne s'est jamais distingué dans son pays par un

engagement politique déterminé et même en Belgique où il résidait avec sa famille, des militants « historiques » de l'UDPS assurent ne jamais l'avoir croisé lors des manifestations de l'opposition... A la différence d'un homme comme l'actuel Premier ministre Bruno Tshibala, qui avant sa nomination considérée comme une trahison par ses anciens alliés, avait été l'un des plus fidèles compagnons de route de feu Etienne Tshisekedi. Actuellement, l'aile Tshisekedi ayant été considérée par le Comité de suivi de la transition comme dépositaire légitime du nom du parti, on peut imaginer que, dans les temps à venir, les dissidents se rallieront à l'aile majoritaire, quitte à la noyauter et à susciter des frondes internes...

Quant à Moïse Katumbi, le plus populaire des opposants politiques congolais et qui dispose d'importants soutiens à l'étranger, un récent sondage (Berci) le crédite de 24 % des intentions de vote. Son ascension politique est cependant freinée par un problème qui n'est pas seulement juridique, mais sentimental : non seulement M. Katumbi est métis (ce qui, au Congo, rend difficile l'exercice du pouvoir suprême) mais durant de longues années il a disposé de la nationalité italienne, ce qui l'empêcherait de se présenter comme candidat à la présidence de la République.

D'ores et déjà, les médias et les partisans du parti présidentiel utilisent à fond cet argu-

ment pour discréditer davantage un homme qui, craignant d'être arrêté ou victime d'un attentat, n'est plus rentré dans son pays depuis deux ans mais a profité de cet exil forcé pour activer de nombreux réseaux de soutien à l'étranger, bénéficiant ainsi du relatif isolement du pouvoir.

Un isolement qui vient de se traduire par une nouvelle manifestation de souverainisme : Kinshasa a annoncé officiellement que la RDC ne serait pas représentée à une importante conférence des donateurs qui doit se tenir le 13 avril prochain à Genève, estimant que placer le Congo - qui compte 4,5 millions de déplacés - au niveau 3 des urgences humanitaires étant pour le moins excessif et aurait dû se faire en concertation avec les autorités... ■

COLETTE BRAECKMAN

« MACHINE À VOTER »

Un outil qui fait polémique

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) a assuré que la « ma-

chine à voter » (notre photo), au centre de toutes les polémiques en RDC, répondait à ses besoins, après une mise en garde lancée par l'ambassade de Corée du Sud à Kinshasa sur l'utilisa-

tion de ces appareils fabriqués par la société sud-coréenne Miru Systems. L'ambassade s'était désolidarisée de Miru Systems en prévenant des risques de « retard additionnel » à la tenue des élections.

Au moins 60.000 machines doivent être déployées dans les bureaux de vote aux quatre coins du pays d'ici à décembre 2018. La Céni y a affecté une somme avoisinant quelque 150 millions de dollars. (afp)